

Elevages  
9, rue du sabot  
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 08/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**GAEC GUILLAUME**

COAT MAEL  
22160 Maël-Pestivien

Code AIOT : 0052202544

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2025 dans l'établissement GAEC GUILLAUME implanté COAT MAEL 22160 Maël-Pestivien. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GAEC GUILLAUME
- COAT MAEL 22160 Maël-Pestivien
- Code AIOT : 0052202544
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ICPE agricole, avicole soumise à autorisation.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Défense contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 1er	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les exploitants ont mis en place la défense contre l'incendie, postérieurement au contrôle. Il est nécessaire que cet ouvrage puisse être validé par le SDIS.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Défense contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le GAEC GUILLAUME, dont le siège social est situé au lieu-dit « Coat Maël » à MAEL-PESTIVIEN, est mis en demeure, à compter de la réception du présent arrêté, de respecter dans un délai de 3 mois :  l'article 13 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié qui prévoit que L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m <sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.
<b>Constats :</b>  Conforme
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les exploitants n'avaient pas mis en place la défense externe contre l'incendie, le jour du contrôle. Depuis, les exploitants ont mis en œuvre la poche de 120 m <sup>3</sup> , élément confirmé par l'envoi d'une photographie, via courrier électronique en date du 08/08/2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure